

21-05-1997

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE  
Sections réunies  
Séance du 24 avril 1997

**PRESENTS:** madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président;

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président;  
madame SOUGNE et messieurs CHERUY, LURQUIN et  
MOORAT, membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur MEEUS, membre effectif;  
mesdames OP DE BEECK et CLAES, et  
monsieur VAN DEN BOSSCHE, membres suppléants.

Membre germanophone:

monsieur WEHR, membre effectif.

**ADMINISTRATION DE LA C.P.C.L.:**

monsieur BUSINE, directeur d'administration;  
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -  
adjoint bilingue.

---

29.020/I/PN  
CV/DV

Par lettre du 22 janvier 1997, le ministre de la Fonction publique a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant de nouveaux cadres linguistiques à la Régie des Bâtiments.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en séance des 13 février, 27 mars, 17 et 24 avril 1997 et a émis à l'unanimité l'avis suivant.

Le projet résulte d'une adaptation du cadre organique suite à la restructuration de la carrière des agents de l'Etat.

Le nouveau cadre organique a obtenu l'accord commun du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique le 12 septembre 1996. Il a été fixé par l'arrêté royal du 10 janvier 1997.

Les organisations syndicales reconnues à la Régie des Bâtiments ont été consultées conformément à l'article 54, 2ième alinéa, des L.L.C.

\*

\*

\*

Le ministre propose la répartition linguistique suivante des 326 emplois de l'Administration centrale prévus au cadre organique.

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	Cadre bil. N	Cadre bil. F
1	3	3	1	1
2	7	7	2	2
3	35	31		
4	32	29		
5	50	44		
6	26	24		
7	15	14		

#### Cadre d'extinction

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	Cadre bil. N	Cadre bil. F
1	1	-	1	-
2	-	-	-	-
3	-	-		
4	1	-		
5	-	-		
6	2	2		
7	2	1		

Par lettre du 19 mars 1997, des renseignements complémentaires ont été communiqués par le ministre de la Fonction publique, en réponse aux questions posées par la C.P.C.L.

# 1. Emplois de direction (degrés 1 et 2)

Le cadre organique prévoit de supprimer au départ de leur titulaire deux emplois de directeur général adjoint bloquant deux emplois de conseiller général. Il s'agit d'emplois de même rang au 1er degré.

Cette situation doit être clairement déterminée dans les cadres linguistiques. La répartition linguistique des emplois au 1er degré devrait dès lors être présentée de la façon suivante.

	Cadre permanent				Cadre d'extinction			
	N	F	N bil.	F bil.	N	F	N bil.	F bil.
1er degré	2(+1)*	3	(+1)**	1	1*	-	1 **	-

\* 1 emploi N unilingue de directeur général adjoint en extinction bloque 1 emploi N unilingue de conseiller général au cadre permanent.

\*\* 1 emploi N bilingue de directeur général adjoint en extinction bloque 1 emploi N bilingue de conseiller général au cadre permanent.

En ce qui concerne le 2ième degré, la répartition est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, des L.L.C.

## 2. Degrés 3 à 7

Le ministre propose une répartition 52,60%N-47,40%F.

Pour l'établissement de cette proportion, le ministre a repris le mode de calcul utilisé pour les cadres linguistiques précédents donnant lieu à un calcul de l'importance des régions linguistiques selon deux facteurs:

### 1er facteur

Calcul de la superficie en m<sup>2</sup> des bâtiments étant entendu que les immeubles loués ne sont repris qu'à 50% et que les services bilingues sont répartis en deux parts égales.

Le résultat obtenu est doté du coefficient de pondération "2";

#### 2ième facteur

La moyenne du montant des investissements des cinq dernières années. Les résultats obtenus pour les services bilingues sont également répartis en deux parts égales.

Un coefficient de pondération "1" a été appliqué au résultat obtenu.

Les résultats obtenus sont divisés par 3.

Le ministre précise que la perte de la gestion des bâtiments de "LA POSTE", dû au fait qu'il n'existe plus de convention avec "LA POSTE", a eu pour conséquence une réduction importante du parc immobilier.

Le résultat de l'application des formules précitées adaptées aux données actuelles est le suivant:

Facteur 1 = Superficie des bâtiments en m<sup>2</sup>

$$\begin{array}{rcl} N & = & 2.310.258 = 32,32\% \\ F & = & 1.835.057 = 25,67\% \\ \text{bil.} & = & 3.002.638 = 42,01\% \\ & & \text{soit } 53,32\%N - 46,68\%F \end{array}$$

Facteur 2 = Investissements en millions de F.

$$\begin{array}{rcl} N & = & 7.881,93 = 28,98\% \\ F & = & 7.243,37 = 26,63\% \\ \text{bil.} & = & 12.073,43 = 44,39\% \\ & & \text{soit } 51,17\%N - 48,83\%F \end{array}$$

#### Proportion globale:

$$\begin{array}{rcl} N & = & 53,32 \times 2 = 106,64 \\ & & 51,17 \times 1 = 51,17 \\ & & \text{-----} \\ & & 157,81 : 3 = 52,60\%N \end{array}$$

$$\begin{array}{rcl} F & = & 46,68 \times 2 = 93,36 \\ & & 48,83 \times 1 = 48,83 \\ & & \text{-----} \\ & & 142,19 : 3 = 47,40\%F \end{array}$$

La clef de répartition proposée est le résultat d'une pondération qui reflète le volume de travail existant à la Régie. Compte tenu des chiffres communiqués, la C.P.C.L. peut

dès lors émettre un avis favorable sur cette répartition soit 158N-142F.

Observation quant à la forme:

L'article 4 du projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques devra être adapté. Il stipule que l'arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal fixant le cadre organique de la Régie. Or ce dernier a été publié le 15 février 1997 au Moniteur belge et entre en vigueur selon son article 5, le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge.

Un arrêté de cadres linguistiques ne peut pas rétroagir. En effet, selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., une rétroactivité ne peut être accordée aux arrêtés des cadres linguistiques qu'en cas d'application de mesures de programmation sociale et à condition qu'il n'y ait pas eu de nomination avant que la modification des cadres linguistiques soit entérinée par arrêté royal.

Le présent avis est envoyé au ministre de la Fonction publique qui conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des L.L.C. est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 24 avril 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS